

Les suites de Bejisa

LA NÉCESSAIRE ADAPTATION DU RÉSEAU ÉLECTRIQUE À LA RÉUNION

La centralisation du réseau vient une nouvelle fois de montrer ses faiblesses. L'adaptation au changement climatique passe par une production au plus près de la consommation avec les énergies renouvelables, comme le préconise le projet de l'autonomie énergétique.

Le fil rouge du passage du cyclone, c'était le décompte du nombre de foyers privés d'électricité. Au plus fort de la tempête, ils étaient 180.000, soit 50% des abonnés. Une semaine après Bejisa, le travail de plusieurs centaines d'agents a permis de rétablir la situation. Hier à 12 heures, 420 foyers restaient sans électricité, une semaine après le passage du cyclone.

Pour des dizaines de milliers de foyers, la coupure a duré plus de deux jours. Cela suffit pour désorganiser totalement le pays. Faute d'équipement de secours, des pompes des réseaux d'eau potable étaient à l'arrêt.

A cela s'ajoute l'impact chez les particuliers. De nos jours, de nombreux équipements dépendent de l'électricité. C'est le cas des réfrigérateurs et congélateurs qui servent à conserver la nourriture. Au lendemain des fêtes de fin d'année, et en prévision de marches dans le feu, les frigos étaient pleins. Aujourd'hui beaucoup est perdu, et pas de dédommagement prévu. L'électricité est la reine dans la cuisine, c'est elle qui fait cuire le riz, quand elle n'assure pas la cuisson de tous les aliments à la place du gaz.

Un réseau centralisé vulnérable

Le réseau électrique de La Réunion est centralisé. A la base se trouvent de grosses centrales, propriété d'entreprises extérieures à La Réunion. Séchilienne Sidec détient les centrales charbon-bagasse de Bois-Rouge et du Gol. En service 24 heures sur 24, elles assurent l'alimentation de base du réseau. EDF est propriétaire de la centrale thermique du Port et de la turbine à combustion située juste à côté. Ces installations fonctionnent au fuel. Electricité de France a aussi la centrale hydroélectrique de la rivière de l'Est, celles de Takamaka, de Langevin et du Bras de la Plaine. L'essentiel de la production est fournie par les centrales thermiques de Bois-Rouge, du Gol et du Port, ainsi que l'hydroélectrique de Sainte-Rose. Pour transporter l'énergie, une ligne à très



Si les abonnés disposaient eux-mêmes de leur propre centrale électrique, ce fil tombé à terre à cause du cyclone ne les aurait pas privés de courant.

haute tension de 63.000 volts ceinture l'île, puis la moyenne et basse tension prennent le relai pour amener le courant jusqu'à toutes les prises des abonnés. Notre île a donc un réseau centralisé. Où quelques points fournissent l'énergie de 850.000 habitants. Cette prouesse de la technologie occidentale a une faiblesse. Si un point craque, alors c'est la crise. Ainsi en avril 2012, un incident sur la centrale de la rivière de l'Est, et 100.000 abonnés sont privés d'électricité. Un problème sur les centrales de Séchilienne Sidec, et EDF doit faire tourner ses équipements à plein régime, tout en organisant des coupures tournantes car la puissance ne suffit pas pour satisfaire tout le monde. Et le 29 décembre dernier, un orage annonciateur de Bejisa a endommagé la ligne à 63.000 volts. La totalité de La Réunion était privée d'électricité pendant quelques heures.

La décentralisation maximale est possible

La fragilité de ce réseau centralisé se fait le plus sentir au moment des cyclones. L'an dernier, le passage à 100 kilomètres de nos

côtes de Dumile avait privé 125.000 foyers de courant. Bejisa était un cyclone d'intensité moyenne, mais il est passé plus près, et ce sont 180.000 abonnés qui ont été coupés à un moment ou un autre. La Réunion est située sur la trajectoire des cyclones. Avec le changement climatique, ce type de phénomène pourra devenir plus intense. C'est ce que rappelle le passage de Haiyan sur les Philippines, avec des raz de marée et des vents à plus de 315 kilomètres par heure. Jamais pareille intensité n'avait été mesurée, les bouleversements climatiques favorisent cela. Manifestement, l'expérience n'est pas mise à profit pour l'adaptation. Alors qu'il

est possible de faire autrement. Il est en effet possible de multiplier les centrales grâce aux énergies renouvelables. Avec le soleil, le photovoltaïque peut être utilisé massivement. C'est une énergie qui peut s'installer au plus proche des besoins. L'autoconsommation devrait être encouragée, avec stockage du surplus dans des batteries telles celles des voitures électriques. L'ARER travaillait sur ce type de solution, dans la perspective de réussir l'autonomie énergétique de La Réunion en 2025. Il est clair qu'un réseau le plus décentralisé possible sera bien plus adapté à nos conditions climatiques. La technologie existe aujourd'hui, ce sont les smart grid.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès

69^e année

DIRECTEURS DE PUBLICATION :

1944-1947 : Roger Bourdageau • 1947 - 1957 : Raymond Vergès • 1957 - 1964 : Paul Vergès • 1964 - 1974 : Bruny Payet • 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom • 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon • 1991 - 2008 : Jean-Marcel Courteaud • Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

RÉDACTION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
EMAIL RÉDACTION : temoignages@wanadoo.fr
SITE WEB : www.temoignages.re

ADMINISTRATION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
EMAIL AVIS, ABONNEMENT :
avis.temoignages@wanadoo.fr
EMAIL PUBLICITE : pub.tem@orange.fr

Édito

Des calendriers scolaires inadaptés

Alors qu'à La Réunion, le calendrier scolaire impose aux enfants une rentrée en pleine saison cyclonique, en janvier. Aux Antilles, deux mois de vacances pendant la période des cyclones limite l'exposition des écoliers aux dangers.

Dans les Caraïbes, la saison cyclonique cours de juin à novembre, l'année scolaire dans cette zone pour la Guyane, la Guadeloupe et la Martinique se situent entre septembre et juillet. La coupure la plus importante couvre donc les mois de juillet et août.

La région Caraïbe est l'une des plus exposées au monde aux cyclones. Un de ces phénomènes peut se déployer au mois d'octobre. C'est ce qui était arrivé avec Sandy en 2012, l'ouragan ayant coûté le plus cher aux assureurs. La logique voudrait donc que pour la sécurité des enfants, la rentrée puisse être reportée d'un mois pour commencer en novembre. Là-bas, personne n'aurait l'idée de raccourcir à un mois les vacances de la période cyclonique.

Auparavant, à La Réunion, les vacances les plus longues se situaient pendant la saison cyclonique. Elles allaient de fin décembre à février. Au lieu d'allonger cette période pour épargner aux élèves et aux enseignants les difficultés des mois les plus chauds, et les plus agités en termes de cyclone, il a été décidé de raccourcir encore. Cette fois, la rentrée est prévue le 20 janvier, c'est dans 10 jours. L'année prochaine, elle aura lieu à la mi-janvier.

Pourquoi donc créer délibérément des calendriers scolaires inadaptés? Qui en veut à nos enfants? Qui a eu cette idée folle?

J.B.

Réduction de l'utilisation du charbon et du pétrole

Bruxelles veut créer 1,2 million d'emplois

Le Maire de Sainte Suzanne, Maurice Gironcel, salue l'exemplarité des agents communaux et des services de sécurité publique mobilisés du 1er AU 3 janvier 2014.

D'après le rapport de travail préliminaire obtenu par "Les Echos" ces nouvelles mesures permettraient la création de 1,25 million d'emplois et une croissance supplémentaire du PIB de 0,46%. Basées sur modèles macroéconomiques internes, l'étude évalue l'impact des différents scénarios possibles afin de préparer les discussions à venir sur le paquet énergie-climat à l'horizon 2030. Le sujet devrait également être inscrit à l'ordre du jour du sommet européen des 20 et 21 mars.

Prolonger les objectifs de 2020

En janvier 2013, cinq objectifs ont été fixés pour toute l'UE, dont celui concernant le «changement climatique et énergies durables». Cet objectif fixe la réduction des émissions de gaz à effet de serre de 20% (voire de 30%, si les conditions le permettent) par rapport à 1990, l'utilisation d'énergie provenant de sources renouvelables à hauteur de 20% et l'augmentation de 20% de l'efficacité énergétique.

A l'horizon 2030, il s'agirait de porter à 40% la réduction des gaz à effet de serre par rapport à 1990 (20% en 2020) et à 30% la part des renouvelables dans la consommation finale d'énergie (également 20% en 2020). La Commission européenne souhaite être efficace en matière énergétique. Selon les experts, «une baisse de 40% sur les émissions permettrait 645.000 créations d'emplois supplémentaires en Europe, qui seraient portées à 1,25 million si on lui adjoignait des objectifs sur la pénétration des renouvelables et l'efficacité énergétique», a noté "Les Echos".

Cette politique aurait un impact négatif sur les industries extractives, mais celui-ci serait compensé par «les gains dans l'industrie de base, l'ingénierie, les transports ou le bâtiment». En réponse aux détracteurs, les experts estiment dans ce rapport qu'en conservant la même politique énergétique, le coût



La relance du photovoltaïque à La Réunion, une priorité. Le développement des énergies renouvelables est un gisement d'emplois. Soutenue depuis longtemps par le PCR, cette proposition est aujourd'hui une perspective de sortie de crise pour l'Union européenne.

s'élèverait et pèserait sur le PIB, passant de 12,8% en 2010 à 14,2% en 2030, en raison de la hausse des prix des énergies fossiles à l'importation, le coût des constructions à restaurer et entre la construction de nouveaux réseaux.

Soutenir les énergies renouvelables

Dans une lettre, adressé au commissaire européen à l'Energie Günther Oettinger et à son homologue au Climat Connie Hedegaard, daté du 23 décembre, les ministres de l'Energie de huit des 28 pays de l'Union européenne ont appelé à l'établissement d'un nouvel objectif européen pour les énergies renouvelables à l'horizon 2030. Les ministres d'Allemagne, de France, d'Italie, de Belgique, d'Irlande, du Portugal, du Danemark, et d'Autriche ont expliqué qu'en «s'appuyant sur l'intégration appropriée des renouvelables et de l'efficacité énergétique nous pouvons assurer aux citoyens et aux entreprises européens une énergie sûre, compétitive et propre pour le futur». Ces derniers souhaitent «cadre robuste et de long terme défendant les sources d'énergie renouvelable» même si les «points de vue sur les modalités opération-

nelles sont variés». L'objectif unique de -40% sur les émissions coûterait 2 milliards d'euros en plus par an et à terme à 22 milliards dû à la pénétration des renouvelables et l'efficacité énergétique.

Mais ces sommes seraient rapidement compensées par les économies réalisées

sur les dépenses liées à la pollution, qui atteindraient alors entre 17 et 33 milliards d'euros par an. Par ailleurs, les économies sur les importations énergétiques de l'Europe pourraient atteindre 547 milliards d'euros sur la période 2011-2030, selon le scénario le plus contraignant.

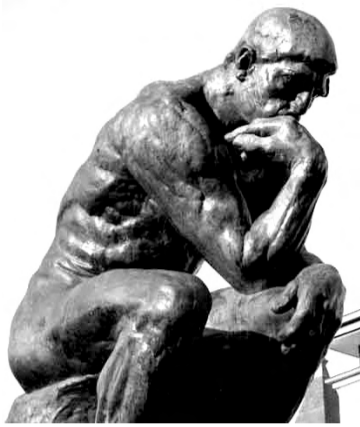
L'Union européenne obligée d'agir

Un autre rapport de la Commission appelle à accélérer la cadence pour que l'Europe puisse respecter ses engagements et contribuer à l'atténuation du changement climatique.

«Les semaines prochaines s'annoncent cruciales pour l'avenir climatique européen. Le 22 janvier, les mesures composant le paquet Energie Climat 2030 devraient être présentées par la Commission. Elles devront être validées par le Conseil européen de mars prochain pour avoir une chance d'entrer en vigueur. Ce tout constituant la position des 28 dans les négociations climatiques mondiales: lesquelles doivent, en principe, aboutir à la conclusion d'un accord «universel» en décembre 2015, au Bourget. (...) Si rien n'est fait pour changer radicalement certaines de nos pratiques, l'Europe réduira de 44% ses émissions anthropiques de GES entre 2010 et 2050. Si elle se vérifiait, cette performance serait remarquable. Mais elle resterait très éloignée de l'effort qui nous est demandé. Pour contribuer, à hauteur de nos émissions passées, actuelles et futures, à la stabilisation du réchauffement à 2°C, les pays les plus industrialisés (les membres de l'OCDE, en résumé) doivent abattre de 80% à 95% leurs rejets de GES d'ici le milieu du siècle. C'est ce que prévoit la feuille de route de Bali, adoptée par l'ONU en 2007. Ce sont les objectifs que des lois fixent au Royaume-Uni et à la France. Mais ce n'est pas ce vers quoi nos politiques nous conduisent actuellement».

(Source: Actu Environnement)

“Alon filozofé” ... !*



Billet philosophique

Qui s'intéresse aux causes des problèmes ?

Le cyclone Bejisa, qui vient de frapper durement La Réunion, est un des événements d'actualité devant nous faire prendre conscience de l'importance de réfléchir constamment aux causes des problèmes quotidiens auxquels nous sommes confrontés. En effet, si nous voulons avoir un comportement responsable, il ne suffit pas de s'intéresser à tel ou tel problème, d'en prendre connaissance et d'en parler mais il faut aussi et surtout se poser la question des raisons ayant conduit à ce phénomène. Des réflexions intéressantes nous ont été transmises à ce sujet.

Ainsi, un responsable du mouvement Avaaz nous signale que «la chercheuse Julienne Stroeve observe la banquise arctique depuis des dizaines d'années. Chaque été, elle se rend dans les mers nordiques pour mesurer l'ampleur de la fonte des glaces. Elle sait bien que le changement climatique accélère la fonte... Or une expédition récente a sidéré cette scientifique chevronnée. D'immenses étendues de banquise ont littéralement disparu, et cela dépasse nos pires prévisions.

Les scientifiques nous avaient avertis. Au fur et à mesure que la Terre se réchauffe, des «points de rupture» accélèrent drastiquement le réchauffement jusqu'à le rendre complètement hors de contrôle. Le réchauffement fait fondre la banquise arctique, détruisant ainsi l'immense «miroir blanc» qui renvoie la chaleur hors de notre atmosphère. Cela a pour effet de réchauffer l'océan et d'accélérer encore la fonte des glaces, et ainsi de suite... Nous perdons le contrôle. En 2013, tous les phénomènes climatiques — ouragans, températures, inondations — ont été sans dessus dessous.

Nous pouvons arrêter cela, si nous agissons très rapidement, et tous ensemble. Et nous pouvons même transformer ce risque d'extinction cauchemardesque en un avenir très prometteur pour nos enfants et nos petits-enfants : un avenir propre et en harmonie avec la Terre qui nous a donné la vie. Il nous reste 24 mois avant le Sommet de Paris, la réunion-clé dont les dirigeants mondiaux ont décidé qu'elle déterminera le sort de nos efforts pour lutter contre le changement climatique. Cela peut sembler long, c'est en fait très court. Nous avons 24 mois pour mettre les bons dirigeants au pouvoir, les faire participer à cette réunion, leur fournir un plan et leur demander des comptes. Et faire front ensemble contre les compagnies pétrolières et le fatalisme».

«Des raisons d'espérer en 2014»

Une autre «amie de la philo» nous a envoyé le courrier d'un lecteur du «Monde» sur «des raisons d'espérer en 2014» : «Nous avons connu en 2013, comme les années précédentes, une succession de mauvaises nouvelles, de catastrophes en tous genres, de crimes odieux, de guerres atroces. Pas un jour sans qu'on nous parle de la crise, du chômage, de la misère, de la violence, des injustices. Impossible d'échapper au dérèglement climatique, aux pics de pollution etc... Mais derrière cette réalité quotidienne, il y en a une autre, peut-être moins visible mais tout aussi réelle. Jamais nous



Le général Charles de Gaulle. «Un homme politique responsable doit voir loin et viser haut».

n'avons eu autant conscience de l'urgence de préserver notre planète, ni autant de moyens pour le faire. Jamais il n'a été aussi facile de communiquer et de s'informer. Jamais les dictateurs n'ont eu autant à craindre de la justice internationale, comme de leur propre peuple, pour des crimes qu'ils ont de plus en plus de mal à cacher etc... Oui le monde va mal. Mais il n'y a aucune fatalité à cela. La résignation, le cynisme, l'apathie n'ont jamais rien résolu ni rien fait progresser. Le monde est tel que nous le faisons, et il deviendra ce que nous en ferons».

«Voir loin et viser haut»

Ces réflexions nous font penser à la conférence de presse tenue ce lundi 6 janvier par Paul Vergès sur les enseignements à tirer du cyclone Bejisa et de ses dégâts. Une fois de plus, il nous a rappelé à quel point il est indispensable de s'occuper des causes profondes de ces problèmes et de la nécessité de prévenir leurs conséquences dramatiques en menant dans tous les domaines (aménagement du territoire, équipements divers, approvisionnement en eau et en électricité, protection de l'environnement etc...) une politique adaptée aux effets du réchauffement climatique.

D'où l'appel lancé par le sénateur et militant communiste réunionnais le 17 décembre dernier à la médiathèque Aimé Césaire de Sainte-Suzanne lors d'une conférence de la CINOR sur le changement climatique : que La Réunion puisse être citée en exemple par la

France lors du Sommet de Paris en 2015, en raison de la mise en œuvre ses projets pour l'autonomie énergétique avec l'abolition du tout-pétrole et charbon, par l'autosuffisance alimentaire et une agriculture biologique, par un partage équitable des revenus, par l'abolition de l'apartheid social et de la pauvreté, par l'abolition du tout-automobile — surtout au diesel mortifère — dans les modes de déplacements, par un système éducatif préparant la jeunesse réunionnaise à entrer dans l'ère de la responsabilité etc... Outre ces grandes propositions économiques et socio-culturelles à réaliser, est-ce que l'État français pourra citer La Réunion en exemple par la valorisation de son interculturelité et par la reconnaissance du peuple réunionnais en tant que tel mais aussi dans le respect de ses droits spécifiques en termes de pouvoirs de décision pour tout ce qui le concerne ? Il est donc intéressant de se poser la question : qui, à La Réunion, s'intéresse vraiment aux causes profondes de nos problèmes et qui est prêt à s'unir avec d'autres pour s'attaquer ensemble à ces causes ? D'où ce rappel par Paul Vergès de cette réflexion du général de Gaulle : «Un homme politique responsable doit voir loin et viser haut».

Roger Orlu

(*Merci d'envoyer vos critiques, remarques et contributions afin que nous philosophions ensemble...! redaction@temoignages.re

Nout mémwar

“Les Marrons”, de Louis-Timagène Houat — 58 —

Dans cette chronique «Nout mémwar», voici le début du 11ème chapitre («Les rêves») du texte de Louis-Timagène Houat paru quatre ans avant l'abolition de l'esclavage à La Réunion sous le titre «Les Marrons», au sujet des esclaves et des traitements imposés aux marrons dans les colonies françaises. L'auteur raconte comment un membre d'un groupe d'esclaves marrons, «le Câpre», échappe aux chiens des chasseurs de marrons puis rencontre dans une grotte un jeune couple de marrons, «une jeune femme blanche (Marie) tenant dans ses bras un enfant mulâtre» et «un grand jeune nègre» (Frème); «le Câpre» leur dit qu'il doit rejoindre son grand-père. Frème l'accompagne mais ils sont repérés par des chasseurs de marrons avec leurs chiens et Frème est tué par un coup de carabine. Un chasseur ramène aussitôt «le Câpre» chez son maître, Zézé Delinpotant, à Sainte-Suzanne; celui-ci demande à son commandeur de mettre l'esclave rebelle en geôle. Finalement, menacé de mort par le commandeur et «succombant au besoin le plus impérieux, celui de dormir, il s'affaisse au milieu de ses chaînes et tombe dans ce sommeil lourd, profond, mais rêveur, agité, qui arrive à la suite d'un grand tourment, d'une grande fatigue...».

— Mais voilà ce qui gêne... j'ai un pied plus gros que l'autre, à ce qu'il semble, et ça serre... ça n'arrive pas vite... Il faut se disloquer... C'est un badinage qui n'est pas doux,... qui n'est pas facile...

— Allez toujours, frère; vous avez fait un; vous ferez bien deux. — Oui,... mais,... ce vilain pied... n'est pas de même calibre que l'autre... Ouf ! ... c'est tout de même étonnant... c'est beaucoup plus gros,... ça n'est pas si souple... et ça tient dur... Pourvu qu'on ne m'attrape pas ainsi avec une jambe hors du piège et l'autre dedans !

— Non, non, frère, tâchez encore un peu !

— Beaucoup plutôt !... Mais c'est égal, et quitte à casser, à démonter, il faut que ça vienne... Hôé ! Hein ! Hôlà ! Ouf !...

— Eh bien ! ça vient-il ?

— Voilà, je crois... voilà !... libre !... C'est sorti !

— C'est sorti !

— Oui, mais ce n'est pas sans peine... la cheville est un peu endommagée... c'est égal... maintenant pour vous, frères... Et ce disant, l'Antacime alla, tout en boitant, au cadenas du bout, qui se lève et s'abaisse à la façon de certaines barrières. Il fit tant, qu'il le rompit et délivra, ainsi qu'il l'avait dit, ses deux autres compagnons.

Mais ce n'était pas tout; il fallait sortir du cachot, puis de l'habitation, et des indices non équivoques annonçaient qu'on ne dormait pas encore dans l'établissement; on pouvait à tout moment venir les visiter, les surprendre, et ils étaient dans une anxiété extrême. Enfin tout bruit cessa au dehors; ils se mirent en devoir de forcer les portes et d'évacuer les lieux; ce qu'ils firent avec une adresse, une précaution qui leur valut un plein succès, et en emportant avec eux quelques ustensiles du cachot, tels qu'un bidon de bois et des vases de coco, ainsi qu'une provision de manioc et de cannes à sucre qu'ils prirent sur l'habitation.

(à suivre)



Devant les corps constitués, le chef de l'État a annoncé 50 milliards d'économies d'ici 2017, date de la prochaine élection présidentielle.

Centrafrique

Reprise des distributions de vivres de l'ONU à Bangui

Après trois semaines d'interruption due à l'insécurité, le Programme Alimentaire Mondial des Nations Unies (PAM) a repris mardi 7 janvier les distributions de vivres aux quelque 100.000 personnes réfugiées à l'aéroport international de Bangui, capitale de la République centrafricaine (RCA).

Les distributions ont repris mardi sans incident et se poursuivaient mercredi. Le premier jour, quelque 5.490 personnes ont reçu des rations alimentaires. Le PAM et ses partenaires estiment qu'il faudra une dizaine de jours pour distribuer des rations alimentaires à toutes les personnes installées sur ce site. Depuis quelques semaines, le PAM a travaillé en étroite collaboration avec les agences humanitaires des Nations Unies (UNICEF, UNHCR et OCHA), l'ONG italienne COOPI et les leaders communautaires pour améliorer la sécurité sur les sites de distribution de l'assistance humanitaire.

Situation précaire

Le PAM remercie les troupes françaises, qui sécurisent le site, ainsi que celles de la force de paix de l'Union Africaine (MISCA) qui patrouillent dans la zone. L'assistance humanitaire distribuée était com-

posée de nourriture, de seaux, de bâches, de récipients pour l'eau et d'autres matériels fournis par d'autres organisations.

«Nous apprécions les efforts conjoints de la communauté internationale, en particulier la collaboration efficace qui a prévalu entre les agences des Nations Unies, et qui ont permis la reprise des distributions de vivres», a indiqué Denise Brown, directeur régional du PAM pour l'Afrique de l'Ouest. «Nous espérons que les conditions de sécurité permettront de continuer».

«Nous avons relevé un défi important, mais d'autres sont encore devant nous. Nous sommes très préoccupés actuellement par la détérioration de la situation sécuritaire dans le Nord-Ouest du pays», a-t-elle ajouté.

La situation précaire dans l'ensemble du pays rend les opérations d'assistance extrêmement difficiles pour les humanitaires qui tentent de répondre aux besoins de populations en grande détresse.

Déjà 240.000 personnes secourues

Le PAM exhorte toutes les parties au conflit à garantir l'accès des travailleurs humanitaires aux personnes ayant besoin d'assistance. Il fournit une assistance alimentaire à des personnes déplacées dans 34 sites répartis dans le pays, notamment à Bangui, Bossangoa et Bouar. Depuis la reprise des affrontements intercommunautaires début décembre en République centrafricaine, le PAM a apporté assistance à plus de 240.000 personnes. Le PAM a besoin de 107 millions de dollars pour porter assistance à 1,25 millions de personnes en Centrafrique entre janvier et août 2014. En décembre, le PAM a lancé une opération spéciale pour déployer plus de personnel, ouvrir des bureaux, installer les équipements de sécurité et de télécommunications et mettre en place des vols humanitaires transfrontaliers d'un coût de 5,3 millions de dollars, pour la période de décembre à juin.

Politique en France

François Hollande vers le libéralisme ?

Après ses vœux aux Français où il a lancé son pacte de responsabilité à destination des entreprises, le président de la République a précisé sa pensée lors de ses vœux aux corps constitués.

À l'occasion de sa première rencontre de l'année avec des représentants de la Fonction publique, François Hollande s'est attaché à dénoncer les pesanteurs d'une administration qui ne répond plus aux attentes de la population selon lui. Il a tout d'abord confirmé sa volonté de réduire les dépenses, avec un plan d'économies de 50 milliards d'ici 2017, partout ou cela sera possible, à commencer par les collectivités locales.

Il a aussi fustigé les lenteurs, que révèlent les dernières catastrophes naturelles qui ont touché la France. Ensuite, il a déclaré que «l'État est jugé trop lourd, trop lent, trop cher (...) son organisation apparaît de plus en plus mystérieuse, avec ses agences, ses opérateurs, ses autorités». Enfin, il a soutenu la stabilité fiscale pour les entreprises. Depuis la présentation du pacte de responsabilité, les observateurs sentent que le chef de l'État prépare une

inflexion de sa politique vers plus de libéralisme. Cela aurait pour conséquence des restrictions supplémentaires dans les dépenses publiques. Le 14 janvier, François Hollande doit préciser ses orientations pour l'année lors d'une conférence de presse. Va-t-il effectuer une démarche comparable à celle de François Mitterrand en 1983, avec le virage vers l'austérité budgétaire qui avait provoqué le départ des ministres communistes du gouvernement?

La démission du président annoncé

Existe-t-il encore un État en Centrafrique?

Arrivé au pouvoir à la suite de la victoire militaire de la Séléka, le président Michel Djotodia pourrait démissionner lors du sommet extraordinaire de la Communauté économique des États d'Afrique centrale.

Hier, un sommet extraordinaire de la CEEAC (Communauté économique des États d'Afrique centrale) a été convoqué à N'Djamena, capitale du Tchad. Si cela ne figure pas officiellement à l'ordre du jour, cela pourrait être l'occasion de la démission de Michel Djotodia, président de la Centrafrique. Arrivé au pouvoir à la faveur de la victoire militaire de la Séléka, Michel Djotodia a peu à peu perdu le contrôle sur ces combattants. Ces derniers se sont rendus coupables d'exactions qui ont exacer-

bé les tensions. Elles ont donné lieu à des massacres et à des affrontements interreligieux. C'est cette aggravation qui a été utilisée pour justifier l'intervention de l'armée française en Centrafrique. En Centrafrique, l'organisation de ce sommet pose question, car les organisations participantes à la conférence de Libreville n'ont pas toutes été invitées. Cette conférence organisée l'an dernier avait jeté les bases d'une transition, avec le maintien au pouvoir du président Bozizé, et l'entrée au gouvernement de l'opposition. Mais tout a été remis en cause par

le renversement du président Bozizé par la Séléka. A N'Djamena, beaucoup d'organisations centrafricaines ne sont pas conviées, ce qui alimente toutes les spéculations. Car des décisions pourraient être prises pour les Centrafricains, sans que les Centrafricains puissent avoir leur mot à dire. Alors que l'armée française semble s'engager pour longtemps en Centrafrique, se pose la question de l'existence d'un État dans ce pays. Qui va diriger? Et quand les Centrafricains pourront-ils gérer leurs affaires et tenter de se réconcilier?